

Dispositifs électoraux et violences ethniques : réflexions sur quelques stratégies territoriales du régime kényan

LES derniers épisodes de violence ethnique, en janvier 1998, dans les districts de Nakuru et de Laikipia de la province de la Rift Valley, au Kenya, qui ont reçu une large couverture dans la presse nationale, se sont déroulés suivant des modalités qui évoquent les conflits ethniques du début des années 90. Les deux régions qui ont été la cible de violences organisées sont situées dans des districts où la population, majoritairement kikuyu, a démontré son soutien à l'opposition. L'élite kalenjin avait, au début des années 1990, déclaré que la Rift Valley devrait être zone exclusive de leur communauté et de leurs alliés. Cette déclaration semble toujours tenir. La surprise se trouve dans la chronologie. Pourquoi les conflits viennent-ils après les élections ? A l'exception des violences de Likoni, au sud de Mombasa, les conflits ethniques ont connu un répit depuis l'année 1994. L'exode massif, au mois d'août, des populations originaires de l'intérieur installées sur la côte, précède les élections et semble se justifier dans cette perspective : on vide les circonscriptions des populations hostiles au pouvoir.

La préparation des élections – l'organisation des listes électorales, la révision des limites des circonscriptions électorales – fait partie des attributs normaux d'un État territorial. En revanche, le déplacement de populations relève d'une spécificité kényane, révélant certains aspects de la stratégie territoriale du régime du président Moi.

En effet, un nouvel ordre territorial ethnique a été mis à l'honneur, ces dernières années, par le président Moi. Tout comme son prédécesseur colonial, il associe communauté et région administrative, ce qui autorise la création de domaines fonciers et électoraux exclusifs.

Stratégies électorales : l'exemple de la région de Molo

Au cœur des violences ethniques durant les années 1992-1994, la région de Molo symbolise mieux que toute autre la stratégie territoriale adoptée par le régime du président Moi pour se maintenir au pouvoir en 1992. Le gouvernement, par l'orchestration de violences ethniques aboutissant au déplacement de populations, a souhaité redessiner la carte ethnique et électorale de la région. C'était sans compter sur la force de réaction des Kikuyu et sur leur résistance. Le gouvernement a perdu le contrôle de la situation du fait de la contre-attaque kikuyu et a été contraint d'instaurer l'état d'urgence. S'agissant d'une région agricole fertile, la question de savoir si la réappropriation des terres par les Kalenjin faisait partie de cette stratégie territoriale a été également soulevée.

On comprend que, dans ce contexte, le gouvernement n'ait pas voulu, dans un premier temps, en 1997, réitérer la même expérience. La circonscription électorale de Molo illustre bien l'hésitation de ce gouvernement entre des stratégies territoriales (charcutage électoral, déplacement/installation de populations) et non territoriales où le régime Moi est également passé maître (« défection » : inciter les candidats d'opposition à rejoindre les rangs de la KANU, avant ou après les élections).

A l'approche des élections de 1997, de nombreux leaders de la KANU s'activent pour accroître le nombre de sièges électoraux « sûrs ». Kipkalya Kones, puissant leader kalenjin de la province de la Rift Valley, est obsédé par l'idée d'offrir une nouvelle circonscription à la KANU (1). Il pense que la KANU peut renforcer sa position dans le district de Nakuru grâce à la circonscription de Molo. Il semble prêt à utiliser tous les moyens et même, si nécessaire, à recourir de nouveau à la violence. A la suite des conflits ethniques du début des années 90, les Kikuyu ont été chassés de l'ouest de la circonscription (région de Molo South) (2). Ils ont été contraints de quitter leurs fermes, même si certains sont restés dans la région, réfugiés dans des petites villes comme Molo. Par contre, à l'est de la circonscription, les Kikuyu sont encore bien implantés. L'organisation de nouveaux conflits permettraient à cer-

(1) *Economic Review*, 16-22 août 1996. D'après le professeur Atieno Odhiambo, Kipkalya Kones est l'un des leaders kalenjin qui participe en 1990 au renouveau de la défunte alliance politique kalenjin, point de départ de la résurgence de l'ethno-nationalisme kalenjin qui a abouti à la déclaration de l'appartenance exclusive de la province de la Rift Valley aux populations kalenjin et associées (*Economic Review* 7-13 novembre 1994). Il a

été influent dans le district de Kericho et maintenant dans le nouveau district de Bomet dont on lui attribue la paternité. Il a choisi de s'intéresser à la région de Molo jusqu'à ce qu'il perde la faveur du président Moi, ce qui explique sans doute qu'il ne se soit pas présenté en 1997 dans la circonscription de Molo malgré les rumeurs qui le disaient intéressé.

(2) *Daily Nation*, 21 octobre 1996.

tains leaders kalenjin d'achever leur travail, d'« assainir » la circonscription de Molo et de chasser les Kikuyu qui ont résisté à la première vague de violence. Certaines craintes concernant le renouvellement des violences dans la région ont précédé les élections de décembre 1997.

En avril et mai 1996, une alerte est donnée par l'évêque de Nakuru, R. Ndingi Mwana a'Nzeki, sur l'imminence de nouveaux conflits après la mort d'une personne. Un hélicoptère et des camions ont été aperçus amenant des « étrangers » dans les régions forestières de Njoro/Mau Narok (3). Le gouvernement, directement mis en cause dans la préparation de nouveaux conflits, choisit de nier en bloc. L'administration explique qu'il s'agit d'une mission pour évaluer la déforestation. Pourtant, suite à ces accusations, le *Provincial Commissioner* (gouverneur provincial), le plus haut responsable administratif de la Province, est muté (4). S'il est incontestable que le gouvernement a cautionné les violences de milices organisées à plusieurs reprises, il est clair dans ce cas que le centre a rapidement agi pour désamorcer les conflits. L'emploi de la violence n'a plus semblé à l'ordre du jour dans la région pour préparer les élections de 1997.

Faute de pouvoir chasser les Kikuyu, Kipkalya Kones choisit d'augmenter le nombre de Kipsigi dans la circonscription de Molo et en profite pour utiliser la distribution de terre comme moyen de rétribution politique. Il a ainsi cherché à renforcer le fief kalenjin dans cette circonscription. Les Kalenjin pouvaient difficilement s'appropriier la terre laissée en friche par les Kikuyu sans l'acheter, d'autant que les Kikuyu s'y montrent souvent réticents. Kipkalya Kones a dû recourir au lotissement de forêts pour disposer de suffisamment de terres et permettre l'implantation kalenjin dans la région.

Le départ des Kikuyu et l'afflux de Kalenjin ont contribué à créer une poche électorale « saine » pour la KANU, à l'ouest de la circonscription. C'est ainsi que le recours au « charcutage électoral » lui a assuré un siège supplémentaire. La division de la circonscription de Molo, annoncée en septembre 1996, a épousé la nouvelle répartition de la population et permet de séparer le vote KANU d'un vote d'opposition. A l'ouest, la circonscription de Kuresoi rassemble une population majoritairement kalenjin, alors que le reste de la circonscription de Molo demeure largement kikuyu. Bien que l'obtention du siège de Kuresoi soit ainsi assurée, les dirigeants de la KANU souhaitent également que le siège de Molo leur échoie. A l'approche des élections 1997, certains Kikuyu

(3) *Economic Review*, 15-21 avril 1996. *Economic Review*, 22-28 avril 1996. *Economic Review*, 5 mai 1996.

(4) *Economic Review*, 29 avril-5 mai 1996.

de la région de Njoro et d'Elburgon, à l'ouest du district de Nakuru, se plainquirent de ne pas recevoir les cartes d'identité dont ils avaient fait la demande et qui étaient censées leur permettre de voter (5).

Après la création de la nouvelle circonscription de Molo, à l'est, Kipkalya Kones a étendu son activité et contribué à l'installation de Ndorobo (6) ou de Kipsigi dans la région de Njoro et de Mau Narok, dans l'Eastern Mau Forest. En octobre 1996, le lotissement de ces forêts suscita une controverse. A l'origine, pour justifier le défrichement de parcelles de forêts, il semblerait que le gouvernement se soit abrité derrière la nécessité de relocaliser la population ndorobo, exclue de forêts voisines sous prétexte de préserver l'environnement, pour donner de la terre à la population. Certains Ndorobo dénoncèrent cette stratégie qui consistait à faire passer des Kipsigis pour des Ndorobo afin qu'ils puissent se voir attribuer la terre destinée à ces derniers. Ils accusèrent Kipkalya Kones d'en être responsable. D'après eux, il est même allé jusqu'à organiser une visite de pseudo-Ndorobo au président Moi (7). Le lotissement de l'Eastern Mau Forest finit par être suspendu pour un temps, suite à la plainte des Ndorobo. Le *provincial commissioner* lui-même aurait été l'un des bénéficiaires de ces irrégularités (8). D'après certains, les bénéficiaires auraient été des Kalenjin qui auraient participé aux conflits ethniques dans la région et que Kipkalya Kones rétribuait de cette façon (9).

A la veille des élections de décembre 1997, quelques tracts ont été distribués demandant aux Kikuyu de Molo et Kuresoi de quitter la région avant le 26 octobre 1997 (10). Dans d'autres régions de la Rift Valley, des tracts similaires furent distribués (11). Des leaders de la KANU furent les premiers à les condamner et à demander au gouvernement d'agir. En fait, en accord avec sa stratégie d'ensemble visant à retrouver un soutien parmi la communauté kikuyu, le président Moi a déployé une stratégie totalement différente. Mettant de côté la stratégie plutôt agressive de Kipkalya Kones, par ailleurs écarté un temps (12), il cherche à se concilier le vote des Kikuyu. A cet effet, il visite la région en compagnie du parlementaire d'opposition, Njenga Mungai (13). Par la suite, Mungai rejoindra le rang de la KANU pour se présenter aux élec-

(5) *The People*, 31 janv.-6 fév. 1997.

(6) Les Ndorobo ou Okiek, sont à l'origine une communauté de chasseurs cueilleurs qui occupaient certaines forêts de région. Le gouvernement veut les associer aux Kalenjin pour gonfler le nombre des non-Kikuyu dans la région de Molo.

(7) KT 5 octobre 1996 : un membre de la KANU dément formellement ces accusations que l'on retrouve pourtant dans *The People*, 18-24 octobre 1996.

(8) *Daily Nation*, 16 octobre 1997.

(9) *The People*, 18-24 octobre 1996.

(10) *Daily Nation*, 28 octobre 1997.

(11) *Daily Nation*, 16 octobre 1997.

(12) *The People*, 13-19 décembre 1996. *Daily Nation* 23 juillet 1997. Kones a été écarté du pouvoir de décembre 1996 à juillet 1997.

(13) *Daily Nation*, 16 octobre 1997.

tions de 1997 sous sa bannière. Il fait, peu avant, un pacte avec le gouvernement pour permettre aux personnes déplacées de sa circonscription d'être réinstallées sur des sites alternatifs (14).

La défaite de la KANU dans la nouvelle circonscription de Molo, malgré le ralliement à ce parti de cette figure locale de l'opposition, est un camouflet pour le parti et pour son chef. Peu après sa défaite, Njenga Mungai met en garde les Kikuyu contre leur attitude anti-KANU et parle du danger de conflits ethniques (15). Kihika Kimani, le candidat du DP (Parti démocrate) qui remporte la circonscription, est l'un des leaders d'une faction kikuyu qui a combattu Moi lorsqu'il a pris la succession de Kenyatta. Durant les années 70, Kihika Kimani s'était constitué un fief politique dans la région de Nakuru sur la base de la redistribution de terres. Un certain nombre de ces compagnies d'achat de terre se trouvent précisément dans la nouvelle circonscription de Molo.

L'attaque de la ferme de Kihika Kimani précède une agression généralisée contre les Kikuyu de la région de Njoro et Mau Narok, là où l'alerte avait été donnée en avril 1996 par l'évêque de Nakuru et où se trouvent les nouveaux lotissements destinés aux Kipsigi et aux Ndorobo. Les Kikuyu soulignent que l'installation récente de Kipsigi et de Ndorobo n'avait provoqué aucune tension et que des relations de bon voisinage s'étaient même établies. En une semaine, le nombre de déplacés est évalué de 1 000 à 2 000. Les attaquants, des groupes de Ndorobo et de Kipsigi, opèrent avec, semble-t-il, le soutien des GSU (General Service Unit, forces armées spéciales de l'État) (16), ce qui laisse entendre que l'attaque bénéficie du soutien du centre. Des milices organisées se déplacent et déclenchent les conflits d'un endroit à l'autre. Au cours des épisodes précédents de violence ethnique dans la province de la Rift Valley, des milices armées ont joué un rôle similaire dans le déclenchement des conflits. Les violences, qui restent pour l'instant localisées au sud de Njoro, ont incité le président Moi à décréter un couvre-feu sur l'ensemble du district de Nakuru (17).

D'après certaines informations, les affrontements font suite à une réunion baptisée « *le conseil de guerre* » destinée à faire le point sur l'échec électoral de la KANU dans le district (18). Ils s'apparenteraient à une expédition punitive contre les Kikuyu qui ont massivement voté pour l'opposition. L'hypothèse d'une invalidation des élections dans la nouvelle circonscription de Molo a été

(14) *Economic Review*, 2-8 février 1998.

(15) *Ibid.*

(16) DDDG Electoral Follow-up by the Royal Netherlands Embassy, 2 février 1998, *Report on Njoro Clashes*, 7 p.

(17) *Daily Nation*, 6 février 1998.

(18) DDDG Electoral Follow-up by the Royal Netherlands Embassy, 2 février 1998, *Report on Njoro Clashes*, p. 3.

également évoquée. Les conflits seraient censés « assainir » la circonscription dans l'optique de l'organisation d'une élection partielle.

Bien que l'interprétation de ces conflits en termes de rivalité foncière ne doive pas être écartée, elle présente, comme nous venons de le voir, une difficulté d'ordre juridique. Les Kipsigi ne semblent pas décidés à occuper la terre sans les titres fonciers, titres qu'ils ne peuvent obtenir que s'ils s'en portent acquéreurs. C'est pourquoi ce sont des terres gouvernementales, les forêts, qui ont été jusqu'à présent redistribuées.

Organisés avant les élections, les conflits ethniques auraient pu assurer la victoire de la KANU dans la nouvelle circonscription de Molo, comme cela a été le cas dans la circonscription de Likoni, sur la côte, mais cette stratégie n'a pas été adoptée, même si certains éléments laissent penser que cette possibilité a été envisagée. L'autre stratégie adoptée, en ligne avec l'effort de Moi de se concilier le vote de Kikuyu, a échoué. Kipkalya Kones, mis à l'écart du pouvoir durant la période où le président cherchait à ménager les Kikuyu, est aujourd'hui réhabilité. Le président a peut-être choisi de s'appuyer sur lui pour remettre à l'ordre du jour la politique de « kalenjinisation » de la province de la Rift Valley ou tout au moins pour punir les Kikuyu.

L'emballlement de la stratégie territoriale du gouvernement

Il convient de se méfier des affirmations faciles qui font porter au gouvernement l'entière responsabilité des violences ethniques. Même si le gouvernement est suspecté à juste titre d'être à l'origine de certains conflits, il faut également prendre en compte les dynamiques locales. Il est vrai que, dans le cas kényan, c'est l'État lui-même qui est à l'origine de l'ethno-nationalisme kalenjin responsable des conflits ethniques des années 1991-1994. Mais les revendications territoriales sont loin de provenir toutes du gouvernement ou de la KANU.

En août 1997, les communautés non côtières, luo, kikuyu et kamba, installées à Likoni, au sud de Mombasa, ont subi une vague de violence xénophobe sans précédent. En janvier 1998, les communautés kikuyu de la province de la Rift Valley établies dans deux régions différentes, dans les districts de Laikipia et de Nakuru majoritairement kikuyu, sont devenues la cible d'attaques renouvelées de la part des Kalenjin et de leurs alliés.

La popularité de la KANU est largement liée à son parti pris démagogique en faveur des « minorités » qui se fonde sur la xénophobie (la doctrine *majimbo*).

Bien que les leaders du parti de la KANU ne veuillent pas passer pour les responsables de la montée des violences ethniques durant les années 90 (19), il faut bien convenir que leurs discours prêtent à confusion. Une semaine avant le déclenchement des conflits de Likoni sur la côte, en août 1996, 50 membres à vie de la KANU des districts de Bomet et de Kericho se déclarent en faveur du *majimbo* et affirment pour combattre l'opposition : « *Nous avons besoin d'une guerre civile d'une semaine pour que tous souffrent et reçoivent une leçon* » (20).

Si les responsabilités au sommet de l'État sont parfois difficiles à établir, localement, la participation de notables de la KANU à la violence est évidente, qu'il s'agisse d'élus locaux, comme les *councillors*, ou d'agents de l'administration, comme les chefs ou les sous-chefs, choisis parmi la population locale pour leur sympathie avec la KANU.

Le gouvernement a contribué à la diffusion de sentiments ethno-nationalistes dans le pays. Localement les notables de la KANU agissent de bonne foi, pensant être en ligne avec la position du gouvernement, lorsqu'ils contribuent à fomenter une violence xénophobe.

Le long de la frontière entre le district de Gucha (subdivision de l'ancien district de Kisii) et le district de Trans Mara, les violences entre les communautés kisii et maasaï n'ont reçu que peu de publicité. Depuis août 1997, elles ont connu un regain important, mais elles se déroulent par intermittence depuis au moins huit ans, avant même le déclenchement des « conflits ethniques ». Les Kisii qui dépendent pour leur survie économique des champs loués aux Maasaï situés de l'autre côté de la limite administrative, de la « frontière maasaï », n'y ont plus accès et font la guerre quotidiennement. La complicité des notables locaux de la KANU (*councillors*) est établie, mais les supérieurs hiérarchiques dans le parti et l'administration ne sont pas, semble-t-il, impliqués (21).

L'intérêt de leaders locaux qui cherchent à bâtir leur popularité sur le nationalisme de leur communauté entre parfois en contradiction avec celui du pouvoir central. Il existe ainsi une multiplicité de revendications identitaires qui s'expriment pratiquement toutes en des termes territoriaux et qui ne demandent qu'à être entendues.

Moi en est le premier conscient et il est exaspéré par les revendications territoriales de la communauté kalenjîn elle-même. Il a ainsi affirmé au cours d'une réunion récente dans le district de

(19) *Daily Nation*, 5 janvier 1998.
« Déclaration de leaders KANU : DP responsable des violences ».

(20) *Daily Nation*, 11 août 1997.

« We need civil war for a week so all of us could suffer and learn ».

(21) V. Golaz, novembre 1997, communication personnelle.

Nandi qu'il ne voulait plus entendre parler des différentes composantes kalenjin, nandi, kipsigi, etc.

Certaines sections des Kalenjin ne revendiquent pas leur appartenance à la communauté kalenjin, au contraire, car ils se plaignent d'en être les parents pauvres : « *Nous, les Marakwet, ne sommes pas Kalenjin, car le nom kalenjin est utilisé seulement par commodité par ceux qui se partagent le gâteau* » (22). Les Cherangany se lamentent de n'être pas reconnus en tant que communauté à part entière et d'être assimilés aux Keiyo ou aux Marakwet (23). Les Sabaot veulent créer une alliance des groupes kalenjin marginalisés (24) autour du mont Elgon. Même parmi le groupe tugen auquel appartient le président Moi, un clan, les Targok, refuse la nouvelle carte d'identité, car, quelques années auparavant, le nom d'un autre clan, les Talai, qu'ils disent minoritaires, a été donné à la « *location* », l'entité administrative dans laquelle ils se trouvent regroupés avec les Targok. La mention contestée, *Talai location*, figure sur la nouvelle carte d'identité (25).

Le régime Moi qui a joué à fond la carte du soutien des minorités se retrouve prisonnier du filet des revendications identitaires-territoriales qu'il a en partie contribué à susciter. Il est clair qu'il a choisi d'en promouvoir certaines pour les retourner à son profit, comme l'illustre la création de nouveaux districts ethniques. Mais il est patent que d'autres échappent à son contrôle.

Les peurs préélectorales, la restriction du droit de vote et l'imminence de conflits ethniques s'avèrent en partie injustifiées. Et pourtant, la période qui a suivi les élections a été marquée par une résurgence des violences ethniques. La responsabilité du gouvernement (ou de la KANU) dans la montée de revendications ethnonationalistes est incontestable, ne serait-ce que par son choix de promouvoir certaines « minorités » au détriment d'autres communautés et par sa participation à l'organisation de conflits ethniques. La possibilité que le gouvernement perde le contrôle de certaines de ces aspirations n'est pas à écarter, même si jusqu'à présent les revendications incontrôlées demeurent ultra-minoritaires et ne présentent pas de menace réelle (26).

Claire Médard
Centre équateur, Paris I

(22) *The People*, 10-16 mai 1996.
(23) *The People*, 25 avril-1^{er} mai 1997.
(24) *Economic Review*, 15-21 avril 1996.

(25) *Daily Nation*, 3 mars 1997.
(26) *The People*, 30 août-5 sept. 1996.